



23 décembre 2014

(14-7427)

Page: 1/3

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – INCITATIONS FISCALES CONDITIONNELLES POUR LES AÉRONEFS CIVILS GROS PORTEURS

DEMANDE DE CONSULTATIONS PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

La communication ci-après, datée du 19 décembre 2014 et adressée par la délégation de l'Union européenne à la délégation des États-Unis et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec le gouvernement des États-Unis, conformément aux articles 4.1 et 30 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("*Accord SMC*"), à l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (dans la mesure où il est incorporé par l'article 30 de l'Accord SMC) et à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("*Mémoire d'accord*"), au sujet des incitations fiscales conditionnelles établies par l'État de Washington en ce qui concerne le développement, la fabrication et la vente d'aéronefs civils gros porteurs.

I. Contexte

En novembre 2013, l'État de Washington, dans le cadre des efforts qu'il a déployés pour inciter la société Boeing à fabriquer le 777X, son nouveau modèle d'aéronef civil gros porteur dans l'État de Washington, a considérablement élargi et modifié ses incitations fiscales existantes dans le secteur aérospatial, accordant ainsi des milliards de dollars de subventions additionnelles à Boeing. Ces élargissements et ces modifications ont aussi subordonné le maintien de ces incitations fiscales, en totalité ou en partie, à i) l'implantation de la production des ailes et de l'assemblage final du nouveau modèle d'aéronef commercial ou de sa variante dans l'État de Washington, et ii) au maintien de la totalité de l'assemblage des ailes et de l'assemblage final de ces aéronefs commerciaux exclusivement dans l'État de Washington.

II. Mesures en cause

Les mesures qui sont visées par la présente demande sont les incitations fiscales pour les aéronefs civils accordées par l'État de Washington, telles qu'elles ont été modifiées par le Substitute Senate Bill 5952 (Chapter 2, Laws of 2013 3rd Special Session). En particulier, les incitations fiscales figurent actuellement dans les articles suivants du *Revised Code of Washington* ("RCW"): 82.04.260 11) (taux préférentiel de l'impôt sur les activités en ce qui concerne la fabrication ou la vente d'avions commerciaux); 82.04.4463 (crédits d'impôt pour les impôts sur la propriété et les droits d'accise sur la location à bail frappant les installations de fabrication des avions commerciaux); 82.04.4461 (crédits d'impôt pour le développement de produits aérospatiaux); 82.08.975 (exonération de la taxe sur les ventes pour le matériel, les logiciels et les périphériques informatiques); 82.08.980 (exonération de la taxe sur les ventes pour les services de construction et les matériaux); 82.12.975 (exonération de la taxe sur l'utilisation pour le matériel, les logiciels et les périphériques informatiques); 82.12.980 (exonération de la taxe sur l'utilisation pour les services de construction et les matériaux); 82.29A.137 (exonération du droit d'accise sur la location à bail); et 84.36.655 (exonération de l'impôt sur la propriété du preneur à bail). En outre, la possibilité de bénéficier des incitations fiscales est soumise aux conditions énoncées aux

articles 2, 5 et 6 du Substitute Senate Bill 5952 (codifiés dans le RCW 82.32.850 et 82.04.260 11) e) ii)), qui sont aussi visés par la présente demande.

Outre les mesures citées au paragraphe ci-dessus, la présente demande vise aussi toutes modifications, mesures complémentaires, prorogations, mesures de remplacement, mesures de renouvellement, mesures connexes ou mesures de mise en œuvre.

III. Fondement juridique de la plainte

Ces mesures constituent des subventions spécifiques au sens des articles 1^{er} et 2 de l'*Accord SMC*. En particulier, elles fournissent une contribution financière sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles" qui sont "abandonnées" au sens de l'article 1.1 a) 1) ii), et "un avantage est ainsi conféré" au sens de l'article 1.1 b). Pour les raisons expliquées dans le paragraphe ci-après, les subventions sont spécifiques au sens de l'article 2.3 de l'*Accord SMC*.

L'Union européenne est préoccupée par le fait que les mesures subordonnent l'octroi de milliards de dollars de subventions à l'utilisation de composants d'aéronefs fabriqués dans l'État de Washington. En particulier, les conditions énoncées aux articles 2, 5 et 6 du Substitute Senate Bill 5952 (codifiés dans le RCW 82.32.850 et 82.04.260 11) e) ii)) font que les subventions sont "subordonnées ... à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés", au sens de l'article 3.1 b) de l'*Accord SMC*. Par conséquent, l'Union européenne considère que ces mesures sont des subventions prohibées qui sont incompatibles avec l'article 3.1 b) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

IV. Exposé des éléments de preuve disponibles

Conformément à l'article 4.2 de l'*Accord SMC*, on trouvera dans l'annexe de la présente demande un exposé des éléments de preuve disponibles au sujet de l'existence et de la nature de ces subventions.

* * *

L'Union européenne attend de recevoir une réponse des États-Unis et souhaite qu'une date mutuellement acceptable puisse être fixée pour les consultations. Conformément à l'article 4.12 de l'*Accord SMC*, lu conjointement avec l'article 4:3 du Mémoire d'accord, le Membre auquel la demande de consultations est adressée y répondra dans les cinq jours suivant sa réception. À cet égard et compte tenu des congés de fin d'année, l'Union européenne peut convenir de recevoir la réponse des États-Unis pour le 7 janvier 2015.

ANNEXE**EXPOSÉ DES ÉLÉMENTS DE PREUVE DISPONIBLES**

Aux fins de l'article 4.2 de l'*Accord SMC*, l'Union européenne indique ci-après les éléments de preuve dont elle dispose à l'heure actuelle quant à l'existence et à la nature des subventions visées par la présente demande de consultations. Elle se réserve le droit de compléter ou de modifier la présente liste à l'avenir, si nécessaire.

- Substitute Senate Bill 5952 (Chapter 2, Laws of 2013 3rd Special Session) (Washington)
 - Final Bill Report, Engrossed Substitute Senate Bill 5952
 - Washington State Department of Revenue, Senate Bill 5952 (Aerospace Tax Incentives) Fiscal Note
 - Washington State Legislature, Bill Information: SB 5952 – 2013-14, <http://apps.leg.wa.gov/billinfo/summary.aspx?bill=5952>
 - Notification Letter on SSB 5952 Contingency from Carol G. Hunter, Director, Washington State Department of Revenue, to Kyle Thiessen, Washington State Code Reviser (10 juillet 2014)
 - Revised Code of Washington 82.04.260 11); 82.04.4461; 82.04.4463; 82.08.975; 82.08.980; 82.12.975; 82.12.980; 82.29A.137; 82.32.850; 84.36.655 (2014)
 - Version non-RCC de la première communication écrite des États-Unis, *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (article 21:5 – UE)*, 27 juin 2013, qui peut être consultée à l'adresse suivante:
http://www.ustr.gov/sites/default/files/DS353.US_.Sub1_.Non_.BCI_.Fin_.Public.pdf
 - Communiqué de presse de Boeing, "Boeing Launches 777X with Record-Breaking Orders and Commitments", 17 novembre 2013
 - Gouverneur Jay Inslee, communiqué de presse, "Legislature approves key elements of 777X incentive package", 9 novembre 2013
 - Communiqué de presse de Boeing, "Boeing Statement on IAM 751 Contract Extension Vote", 4 janvier 2014
 - Communiqué de presse de Boeing, "Boeing to Locate New 777X Composite Wing Center in Everett, Wash.", 18 février 2014
-